

EMPLOIS, SALAIRES ET RÉSULTATS : DE L'ARGENT IL Y EN A !

Cet été, la direction de l'entreprise a présenté différents bilans lors du conseil d'administration. Et cela balayait très large : bilan social, égalité femme homme et impact écologique du groupe. Parallèlement était présenté les comptes du groupe au premier semestre.

Depuis des mois, voire des années, la direction du groupe nous promet monts et merveilles, des perspectives de carrières phénoménales, les fruits de la croissance. Une stratégie qui irriguerait donc le porte-monnaie des postier·es.

Mais force est de constater que nos poches sont vides, que nos conditions de travail continuent de se dégrader. Pendant ce temps, les résultats augmentent d'année en année, les actionnaires encaissent les dividendes et nos salaires stagnent.

Il n'y a pas de fatalité !

Pourtant, il y a de l'argent dans les caisses. Mais il devrait avant tout aller aux postier·es et au service public postal, pas dans des acquisitions qui seront de plus en plus risquées et coûteuses face à une concurrence de plus en plus agressive.

L'augmentation de l'inflation, qui atteindra quasiment 10 % avant la fin de l'année, et nos salaires en berne devraient imposer une action unitaire des syndicats à la Poste.

Il n'empêche !

Nous agirons déjà le 29 septembre dans tout le pays à l'appel de la CGT et de Solidaires. Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation : cette année, les entreprises n'augmenteront les salaires que de 3 % !



Car, de fait, les augmentations consenties aux salarié·es et aux fonctionnaires sont largement sous l'inflation ! Mais pour l'heure, rien ne se dessine à l'horizon malgré nos propositions d'action...

BILAN SOCIAL : LE RETOUR DU SANG ET DES LARMES

À bien regarder les différents bilans, un constat s'impose. Les emplois chutent sur la maison mère : ce sont près de 20 000 emplois en personnes physiques qui ont été détruits (-11 %), après 40 000 en 3 ans. La saignée est significative dans tous les métiers y compris dans ceux connaissant un accroissement d'activités, comme le colis. Seul le colis express (avec DPD) voit ses emplois augmenter significativement. Et pour cause : c'est dans ce domaine que La Poste effectue principalement des acquisitions. C'est donc une augmentation mécanique due aux personnels des nouvelles entreprises.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS SUR UN AN

Courrier : - 16 717 Personnes (-14 %)
Colis : - 584 Personnes (-9 %)
Services Financiers : - 676 Personnes (-5 %)
Réseau : - 4 098 Personnes (-9 %)
Supports et structures : + 6 342 Personnes (+32 %). Ce dernier chiffre en trompe-l'oeil est dû à l'intégration de certaines entités, notamment du Réseau à cette branche. Mais globalement, on est aussi sur des suppressions d'emplois.

Le nombre de CDD a baissé de 42 % et représente 4 % de l'effectif en 2021 alors qu'il pesait 6,4 % de l'effectif en 2020. Mais, parallèlement, le nombre de personnels en intérim a augmenté de 40 % en une année et de 126 % en deux ans. Pire, leur nombre

Le nombre d'intérimaires a augmenté de 40 % en un an et de 126 % en deux ans, atteignant l'équivalent de 20 000 personnes. Pire, le nombre d'intérimaires croît de 245 % au courrier...

croît de 245 % au courrier... Alors que la direction annonce une baisse du trafic courrier, elle emploie de plus en plus d'intérimaires ! La direction du courrier appuie sa politique de recrutement principalement sur l'intérim. Le directeur de la BSCC a exercé dans l'automobile qui utilise ces méthodes depuis des années.

Côté CDI, c'est une baisse nette de 1 000 personnes physiques. Les démissions ont augmenté de 20 % et le nombre de licenciements progresse de 32 % et ceux pour inaptitude de près de 40 %. Cela met en lumière deux phénomènes : l'entreprise devient

de moins en moins attractive et les métiers de La Poste sont de plus en plus pénibles. Quand des intérimaires, voire des alternant-es, ne veulent pas être embauchés, c'est qu'il y a un vrai problème.

Face à une crise de recrutement, la question des niveaux de salaire dans l'entreprise, mais aussi des conditions de travail, doit être posée ! Un combat à mener de front !

ET L'ÉCOLOGIE LÀ-DEDANS ?

Sur les questions écologiques, la Poste affiche ses bons points. Mais cela ne peut cacher les points noirs révélés par le RSE¹.

Les émissions de gaz à effet de serre s'élèvent à près 2,7 millions de tonne équivalent CO₂, en augmentation de 12,6 % en 2021. Quand le groupe augmente son chiffre d'affaires, ses émissions de gaz à effet de serre augmentent encore plus vite. Les acquisitions à l'international dans des entreprises du colis quelquefois peu regardantes sur la question environnementale et la sous-traitance entraînent une explosion des gaz à effet de serre : + 63 % pour le transport aérien !

Les conséquences d'une croissance exponentielle dans ce domaine posent des questions sur le modèle environnemental qu'induit un développement effréné. Alors qu'en 2014 la Poste s'était fixée un objectif constant de baisse des gaz à effet de serre en signant la charte « Objectif CO₂ » de l'Ademe, chaque année les émissions augmentent.

Un constat qui interroge sur l'argument pour mettre fin au J+1 : dire qu'on va économiser 60 000 tonnes de CO₂ en le supprimant frise la manipulation !

Car on a droit à 300 000 tonnes (5 fois plus) de CO₂ supplémentaires : « la croissance de l'activité logistique, et notamment du volume des colis, qui entraîne une augmentation du kilométrage de transport longue distance, et un accroissement des moyens de livraison expliquent l'augmentation des émissions en 2021 pour près de 240 000 tonnes, soit 80 % de l'augmentation ».

Pas de quoi être fier quand l'écologie est prétexte à la suppression d'un pan du service public.

¹: RSE : rapport social et environnemental comportant les données sur les émissions de gaz à effet de serre entre autres

ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES : LA POSTE SE REPOSE SUR SES LAURIERS

Comme chaque année la direction de La Poste présente le Rapport de Situation Comparée (RSC) qui doit permettre d'apprécier, pour les différentes catégories socio-professionnelles, la situation des femmes et hommes.

Il doit permettre d'examiner de manière genrée les embauches, la formation, la rémunération, les conditions de travail... dans le but d'identifier les inégalités et définir des actions à mener pour les corriger.

L'édition 2021 fait ressortir quelques progrès sur le taux de féminisation des effectifs, y compris parmi l'encadrement et les cadres supérieurs. Mais dans le détail, la hausse reste très résiduelle.

Inquiétant, la part des femmes en classes I et II baisse continuellement depuis 2017. Pour la direction, il n'y a pas péril en la demeure. Pourtant, on voit qu'il est difficile de corriger des écarts quand on les laisse s'installer dans le temps ! C'est le cas au colis, où les femmes sont largement sous-représentées, moins de 30 % de l'effectif. Et ce taux se dégrade chaque année faute de plan d'action spécifique.

La précarité est toujours plus importante, mais les inégalités femmes-hommes sont invisibilisées par l'explosion de l'intérim car la direction communique le minimum d'informations...

Une façon de mettre la poussière sous le tapis.

POUR UNE VÉRITABLE ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE !



Bésoit visent [...] à rechercher les causes d'une accidentologie plus élevée

Même méthode pour la maladie pro : aucun chiffre ! Elle gomme le problème alors que les absences pour maladie et accident sont plus importantes pour les postières. Ça devrait être une priorité mais les engagements sont minimes : «Elles

chez les femmes en organisant des groupes de travail dédiés ».

La prise en charge des violences sexistes et sexuelles au travail devrait s'inscrire dans le RSC. Pourtant, nos dirigeant-es refusent de communiquer les chiffres. Sans doute parce que les moyens mis en œuvre ne suffisent pas !

L'inflation touche plus durement les ménages les plus modestes renforçant les inégalités entre les hommes et les femmes. À La Poste, les femmes sont nombreuses parmi les plus bas salaires. Alors que les résultats de l'entreprise le permettent amplement, nos patrons refusent d'augmenter les rémunérations et participent donc à faire payer un tribut toujours plus lourd aux femmes !

ACCORD ÉGALITÉ PRO : ENCORE UN MAUVAIS CRU !

Mi-mai, la direction a commencé les négociations d'un nouvel accord qui se sont conclues rapidement le 21 juillet. Pour La Poste c'était avant tout l'occasion de toiletter son texte.

Toutes les revendications qui seraient de réelles avancées en termes de droits ont été balayées ! Pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, nous revendiquons toujours la création d'un service indépendant et impartial, ce qui nécessite de modifier le protocole existant. C'est non, au motif qu'il a été revu en 2021 !

Sud propose aussi que des formations contre le sexisme et les stéréotypes soient organisées pour l'ensemble des postier-es. C'est aussi non pour La Poste qui préfère se concentrer sur la formation de la ligne managériale et RH.

Dernier exemple : l'hygiène menstruelle. SUD revendique la mise à disposition de protections

menstruelles dans tous les services et la création d'un congé menstruel. La précarité menstruelle (accès aux protections hygiéniques difficile ou impossible) concerne 20 % des femmes, 50 % ont des règles douloureuses.

Pour les distributeurs de protections, c'est un problème de coût (!), il paraît que ça serait un gouffre financier. Car s'il était mis en place... les postières abuseraient du service ! Elle est belle la confiance... La direction refuse aussi le congé menstruel, cette fois parce que les femmes ne s'en serviraient pas. Quand ça pourrait coûter de l'argent c'est non, quand ça n'engage a priori à pas grand-chose c'est aussi non !

SUD n'a pas signé un accord qui ne répond pas aux enjeux. Pas de caution à une politique d'entreprise qui reste sourde à la voix des femmes !

PRENDRE L'ARGENT... LÀ OÙ IL EST !

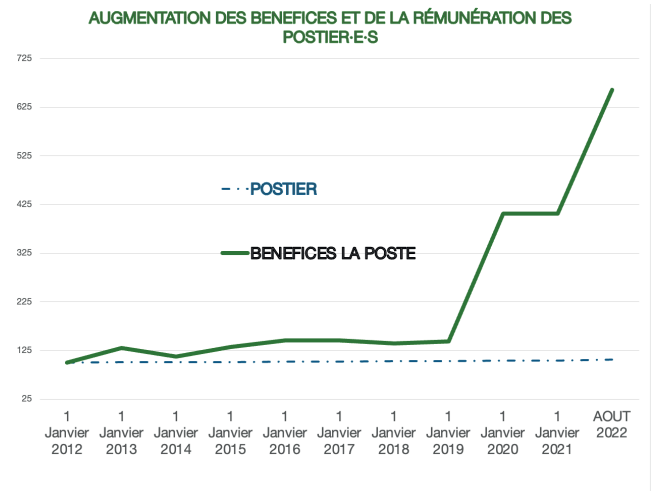
Quand la direction nous parle des résultats, elle hésite entre deux positions : sortir le champagne pour nous montrer que sa stratégie marche et faire comme si la situation était catastrophique pour que les postier-es se serrent la ceinture.

Si on regarde la publication des premiers résultats à la mi-juin, malgré quelques tours de passe-passe, l'argent est bien là : **le résultat net du Groupe (les bénéfices) est en augmentation de 70 % à 883 millions d'euros, l'équivalent de presque 3400 € par employé-e !**

Il aurait pu être plus élevé si la direction n'avait pas encore déprécié les actifs du courrier grévant les résultats de 680 millions d'euros (voir ci-dessous). La Poste fait baisser la valeur de ses biens dans ses comptes et, du coup, les résultats sont diminués d'autant !

En comparant la hausse des résultats de La Poste et de nos salaires, on voit bien que l'argent n'est pas distribué au personnel et il ne l'est pas non plus au service public : en un semestre plus de 300 bureaux de poste de plein exercice ont été fermés. Or, beaucoup d'opérations possibles dans un bureau de poste ne seront pas réalisables en Relais. Et ce n'est pas l'annonce récente de la disparition du timbre rouge et le passage du J+2 en J+3 qui va améliorer la situation. Cela risque de sonner le glas de la distribution 6 jours sur 7.

Pendant ce temps-là, la direction dépense à tour de bras : rachat des parts de la CNP pour plus de trois milliards d'euros et des acquisitions dans le colis qui dépassent souvent le milliard pour chaque entreprise achetée !



Les volumes de colis (-20 % à Colissimo) prévisibles avec la fin des confinements successifs restent, néanmoins, bien au-dessus de la période pré-COVID. Pas de quoi déprimer, le e-commerce rapporte de l'argent à La Poste.

Les chiffres de La Banque Postale s'améliorent dans tous les secteurs. Les bons résultats de la filiale de La Poste se font sur le dos de l'emploi dans la maison mère (Services financiers et Réseau) dégradant le service public bancaire que rend l'entreprise.

Pour SUD PTT, le modèle actuel de l'entreprise publique vise à diminuer le service public postal du courrier, développer le colis contre toute logique écologique et à transformer le modèle bancaire en une banque de détail comme les autres.

L'ARGENT EST DONC BIEN LÀ. MAIS LA DIRECTION L'UTILISE DANS LES ACQUISITIONS. RIEN POUR LE PERSONNEL, RIEN POUR LE SERVICE PUBLIC. RÉCLAMONS NOTRE DÛ. EN GRÈVE ET DANS LA RUE LE 29 SEPTEMBRE

Dépréciation des actifs, fin du J+1... : remettre les pendules à l'heure !

La direction a annoncé une nouvelle dépréciation des actifs du courrier. Cela veut dire quoi ? Elle considère que l'ensemble des actifs (voitures, PIC, machines de tri, informatique du courrier...) a une valeur marchande égale à zéro. Bref, que l'ensemble de ces biens ne vaut plus rien. Leur valeur actuelle est donc soustraite des résultats, un peu comme une perte : ce qui fait la bagatelle de 680 millions ! La dernière dépréciation a eu une conséquence, la baisse des résultats de La Poste et donc, par ricochet, la suppression pure et simple de tout intéressement ! Au passage, les augmentations de salaires sont donc bien plus sûres que l'octroi d'un intéressement totalement aléatoire. La preuve...

Plus inquiétant, la compensation du service universel postal octroyée par l'État ne serait donc plus suffisante pour absorber le choc de la baisse des volumes du courrier dans les années à venir. La fin du J+1 et du J+2 tombe donc fort à propos pour nos dirigeants. La Poste a chiffré les économies engendrées par cette décision : plus de 100 millions d'euros d'économies par an.

La direction et les actionnaires sacrifient le service universel postal pour une économie de 100 millions d'euros alors qu'ils dépensent des milliards chaque année aux quatre coins du monde. Aramex (Arabie Saoudite), BRT (Italie), entreprises de livraisons express, ont coûté chacune plus d'un milliard d'euros...